

2023

# LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'EAU UNE CRISE HUMANITAIRE ANALYSE

# **LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'EAU – UNE CRISE HUMANITAIRE**

## **ANALYSE**

01/10/2023

## **TABLE DES MATIERES**

<b>1. LES LIENS ENTRE CRISE CLIMATIQUE ET EAU</b>	<b>3</b>
<b>2. LES CONSEQUENCES DE LA CRISE DANS LES PAYS ET REGIONS D'INTERVENTION DE SI</b>	<b>4</b>
<b>3. QUELLES SOLUTIONS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES CRISES DE L'EAU ?</b>	<b>7</b>
3.1. ACCOMPAGNER L'ADAPTATION ET LA RESILIENCE .....	7
3.2. RENFORCER LE PLAIDOYER POUR MOBILISER LES ACTEURS FACE A LA CRISE .....	8
<b>4. BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>10</b>
<b>5. ACRONYMES</b>	<b>10</b>

# 1. LES LIENS ENTRE CRISE CLIMATIQUE ET EAU

Le 6ème rapport du GIEC publié en mars 2023 est clair : **L'urgence climatique est là**, et les impacts du changement climatique vont s'accroître au fur et à mesure du réchauffement à l'échelle mondiale. Augmentation en fréquence et intensité des événements hydro-climatiques extrêmes (vagues de chaleur, inondations, sécheresses et cyclones), fonte des calottes glaciaires, élévation du niveau des mers. Autant de crises intrinsèquement liées à l'eau qui donneront lieu à des pertes de vie, déplacements de population, à la perte de productivité des ménages, à la destruction des infrastructures et pourront contribuer à la propagation de certaines maladies.

D'après la banque mondiale, **70 % de tous les décès liés aux catastrophes naturelles sont liés à l'eau** (World Bank, 2022).

## LES RISQUES LIÉS À L'EAU

Le réchauffement climatique perturbe le cycle de l'eau à plusieurs niveaux :

- **Sécheresses** – l'air chaud lié aux températures qui augmentent peut contenir plus d'humidité. Si l'air se réchauffe il va prélever plus d'eau des réservoirs existants pour la transférer dans l'atmosphère ou ailleurs. **Ces zones de prélèvement deviendront donc plus sèches, avec des conséquences sur la production agricole et sur les réserves en eau potable.**
- **Inondations** – le changement de température de l'air impacte la circulation de celui-ci, et donc fait évoluer les zones de précipitations. Ce changement de zones de pluie, peut avoir un impact sur l'agriculture, la biodiversité ainsi que toute activité humaine liée au rythme des pluies. L'air étant plus chargé en eau, les pluies seront plus conséquentes et pourront donc causer **des événements plus extrêmes tels que des inondations, ceci dans des zones où il n'a peut-être jamais été question de fortes pluies dans le passé.** Depuis 2000, les catastrophes liées aux inondations ont augmenté de 134 % par rapport aux deux décennies précédentes (ONU, 2021).
- **Baisse de la qualité de l'eau** – les pluies torrentielles peuvent augmenter le ruissellement de surface, c'est-à-dire l'eau qui s'écoule sur le sol et ne s'infiltré pas après une pluie. **Cette eau en mouvement risque de lessiver les nutriments du sol et de ramasser des polluants avant de se déverser dans d'autres réserves d'eau.** Ces contaminants peuvent polluer nos réservoirs d'eau et rendre plus coûteux le traitement de l'eau pour la rendre potable. Ce phénomène est encore plus problématique dans les régions victimes d'une mauvaise gestion des eaux et des sols.
- **Perte de la biodiversité** – la biodiversité. Le manque d'eau impacte les écosystèmes. On note également un changement de la température, la salinité et l'acidité de l'eau qui causent **la disparition ou la migration de certaines espèces et bouleverse l'équilibre des milieux.** Cela peut ainsi, affecter certaines activités économiques comme la pêche ou l'élevage (Eau France).

## UNE CRISE INJUSTE

Les impacts du changement climatique sont très inégaux, les pays les plus pauvres, étant souvent les plus vulnérables aux changements puisqu'ils possèdent une capacité d'adaptation moindre. Cela est d'autant plus inégalitaire puisque ces pays participent le moins à l'émission des gaz à effet de serre, et donc au changement climatique. À titre d'exemple, **l'Afrique n'est responsable que de 4 % des émissions mondiales.**

On constate par ailleurs une complexification des crises dans de nombreux pays où les conséquences du changement climatique s'ajoutent, et souvent exacerbent, des crises politiques, économiques, ainsi que des conflits internes. La nature même de cette dernière impacte déjà les écosystèmes à travers la surexploitation de certaines ressources (en cas de déplacement massif des populations par exemple). Une stratégie de l'aide humanitaire qui tient compte de la crise climat est donc vitale. Engagée dans cette logique depuis de nombreuses années, et à travers son combat pour l'eau, SOLIDARITES INTERNATIONAL et ses équipes accompagnent les populations les plus vulnérables vers une résilience accrue face aux aléas climatiques afin de leur garantir un accès sécurisé et durable à l'eau, et aux ressources naturelles qui sont le socle de leurs moyens d'existence, ainsi que le droit à un environnement sain<sup>1</sup>.

Consciente du phénomène climatique qui s'accroît, SI a récemment mené une enquête auprès des équipes sur le terrain afin d'analyser leurs observations et recommandations face aux impacts du changement climatique sur la ressource en eau. Ce document met en avant cette analyse, provenant directement du terrain, ainsi qu'une analyse plus globale faite par le siège au travers la lecture de nombreux documents et d'échanges au sein de ses réseaux d'expertise. Bien qu'il ne s'agisse pas là d'une analyse exhaustive de l'impact du changement climatique sur la ressource et l'accès à l'eau, ce document complètera les connaissances du secteur humanitaire sur le sujet et les solutions développées jusqu'ici.

## 2. LES CONSEQUENCES DE LA CRISE DANS LES PAYS ET REGIONS D'INTERVENTION DE SI

Nos équipes sur le terrain sont déjà témoins des impacts de ces changements de grande échelle sur les populations avec lesquelles nous travaillons.

### SAHEL

Le Sahel est la région du monde avec la plus forte variabilité climatique. D'après l'Alliance du Sahel, « La région du Sahel est l'une des plus vulnérables aux effets du changement climatique (Afrique Renouveau), non seulement en raison de ses caractéristiques biophysiques, mais aussi à cause de la dégradation de l'environnement, de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire, de la croissance démographique rapide, de l'inégalité entre les genres, de l'instabilité politique et des conflits. Le changement climatique vient exacerber vraisemblablement ces vulnérabilités existantes. » Ainsi, le rapport national sur le climat et le développement (CCDR, en anglais), par la Banque mondiale pour les pays du G5 Sahel, estime que 13,5 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la pauvreté à travers la sous-région d'ici 2050 (World Bank Group, 2022).

---

<sup>1</sup> SI a également pris des engagements officiels en matière de réduction de son empreinte carbone en signant :  
- La Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires proposée par le Mouvement de la Croix Rouge et du Croissant Rouge  
- La Déclaration d'engagement des organisations sur le Climat du Réseau Environnement Humanitaire

Nos équipes présentent dans la région observent de manière de plus en plus notable les perturbations climatiques et de saisons. On parle surtout d'une augmentation de la fréquence des inondations et des périodes de sécheresses sur toute la région. La période de soudure se voit également prolongée (**la période de l'année précédant les premières récoltes** et durant laquelle les produits des récoltes **précédentes** viennent à manquer) ce qui induit des périodes de grande insécurité alimentaire.

Plus localement, les pluies sont soit précoces soit en retard sur les zones du Sud **Mali** et du **Niger**. Les températures sont plus chaudes et décrites comme « extrêmes » par nos équipes. Au-delà d'être problématique pour les récoltes, les ressources vitales, c'est également un facteur d'augmentation de maladies. Dans ce cas nous parlons surtout du **paludisme et du choléra**. **En effet, ces deux maladies peuvent être favorisées par des conditions liées à « des événements climatiques extrêmes, qui apportent tantôt trop d'eau, tantôt trop peu**, deux facteurs qui favorisent grandement le choléra dans la mesure où ils perturbent l'accès à l'approvisionnement en eau et où la population peut se voir contrainte de quitter son domicile et de s'installer dans des lieux plus temporaires – parfois surpeuplés.» (Organisation Mondiale de la Santé, 2023).

On peut remarquer d'autres effets liés aux dérèglements, comme la dégradation des sols productifs ainsi que des phénomènes de désertification, une augmentation de la pression sur les nappes phréatiques et les ressources naturelles. Cette raréfaction des ressources communes nécessaires à la survie, couplée à des taux de croissance démographique élevés, entraîne une augmentation des conflits liés à l'accès à ces ressources naturelles (eau, pâturage, espace cultivable) et au foncier.

**Nos équipes observent ainsi, une augmentation des pertes de moyens de subsistance, mais également de vies humaines liées aux conflits et déplacements de population, les catastrophes naturelles, la faim et les maladies dont la prévalence est accentuée par le changement climatique.**

## MOYEN ORIENT

Les effets du changement climatique et de la dégradation de l'environnement se sont aggravés ces dernières années dans la région du Moyen-Orient, **exacerbant les vulnérabilités, menaçant les moyens de subsistance d'une population qui dépend largement du secteur agricole ainsi que les droits de ces populations à accéder à l'eau et à jouir d'un environnement sûr et sain.**

La région fait preuve d'une mobilisation forte de la société civile pour une action en faveur de l'accès à l'eau pour tous et toutes dans un contexte de gestion de la ressource en eau non adaptée et caractérisé par des sécheresses devenues plus intenses. Malgré leurs efforts, les organisations de la société civile (OSC) manquent de mécanismes de coordination efficaces et d'espace de dialogue avec les autorités, pour un plaidoyer en faveur de la mise en place de mécanismes de concertations et de gestion intégrée et locale prenant en compte l'ensemble des usages et usagers.

L'**Irak** est le 5ème pays le plus vulnérable au changement climatique au monde (UNEP, 2019). Les conséquences principales de ce changement sont des températures extrêmes (au-dessus de 50° Celsius cet été), une diminution des pluies et des sécheresses de plus en plus intenses. Chaque pluie est une menace d'inondation en raison de la réduction de capacité d'absorption du sol, et les tempêtes de sable sont de plus en plus fréquentes.

Une étude sur l'eau et le changement climatique menée par SI met en évidence les problèmes de gouvernance, les politiques climatiques et environnementales (en particulier les politiques nationales de gestion des ressources naturelles) existantes étant perçues par les représentants locaux comme descendantes et déconnectées des problèmes locaux.

Cinq ans après la fin de la lutte contre l'État Islamique (EI), l'Irak souffre toujours des conséquences de décennies de guerre, d'instabilité politique et de la faiblesse de ses institutions publiques, tout en étant confronté à la pire sécheresse de son histoire. Ces différents facteurs poussent les communautés à quitter leurs territoires et abandonner l'agriculture, **la pénurie d'eau est ainsi citée par les personnes déplacées comme une raison de non-retour.**

Bien que de nombreux répondants aux enquêtes réalisées par SI disent avoir conscience de devoir réduire leur consommation d'eau, le rapport entre la ressource en eau et la question climatique ne semble pas être compris par les populations et n'est pas encore considéré comme une priorité pour le gouvernement irakien. Les OSC ont un rôle clé à jouer, mais elles rapportent, comme les communautés elles-mêmes un manque de sensibilisation aux stratégies d'atténuation et d'adaptation.

Au **Liban**, également touché par une forte récurrence et intensité des inondations, les OSC luttent pour poursuivre leurs efforts de sensibilisation en raison de l'instabilité politique actuelle. Les enseignements tirés des actions en cours suggèrent que **les OSC ont un rôle essentiel à jouer dans la sensibilisation et le soutien des initiatives au niveau communautaire, tout en plaidant pour les réformes nécessaires des politiques et une concertation locale et une gestion intégrée des ressources naturelles.**

Dans le nord-est de la **Syrie**, les évaluations de SI ont noté un manque d'OSC impliquées dans la lutte contre les effets du changement climatique, malgré la crise de l'eau. Alors qu'elle se reconstruit, et à l'image de ce qui est observé en Irak et au Liban, la société civile syrienne pourra reprendre son action face à ce que l'on appelle la « triple crise de l'eau » caractérisée par un manque d'eau en quantité, ainsi qu'une faible qualité de cette ressource en eau et de sa gestion. Ici, le changement climatique se percute à d'autres problématiques telles que la destruction des infrastructures publiques suite au conflit, et la crise économique. Sans prise de conscience et actions rapides les conséquences de cette crise pourraient être majeures notamment sur les capacités de production agricole.

## FRANCE

Le 4 septembre dernier (2023) était le jour de septembre le plus chaud jamais enregistré en France métropolitaine.

Alors que les vagues de chaleur et épisodes caniculaires sont plus récurrents, nos équipes témoignent du risque accru encouru par les personnes en situation de grande précarité, notamment celles vivant dans des habitats précaires (bidonvilles, squats, campements, à la rue...). Et l'expérience de la canicule de 2003 montre que les personnes défavorisées ont été plus touchées que les autres. Sans raccordement à l'eau à leur domicile, ces personnes peuvent avoir recours à des solutions alternatives pour accéder à de l'eau pour boire souvent inadaptées (bornes incendies), onéreuses (achat d'eau en bouteille), voire dangereuses (utilisation d'eau de surface : rivières, flaques, branchement sauvage entraînant des risques de fuites et de contamination de l'eau) qui les exposent à des risques sanitaires et juridiques.

# 3. QUELLES SOLUTIONS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES CRISES DE L'EAU ?

## 3.1. ACCOMPAGNER L'ADAPTATION ET LA RESILIENCE

Dans les pays en crise, SI accompagne la mise en place de solutions de prévention et d'adaptation au changement climatique autour de trois axes clés :

1. **La sensibilisation et mobilisation de la population face aux risques liés au changement climatique** (ex: ne pas construire dans les lits de rivière). La mise en place de comités de veille qui peuvent alerter en cas de retard de pluie, et transmettre les informations concernant l'état de la ressource en eau souterraine vers les mécanismes de surveillance et anticipation, le développement de plan de réduction des risques au niveau communautaire ou auprès des collectivités locales sont autant de mesures qui permettent la préparation aux futurs chocs climatiques et la réduction de leur impact.
2. **L'adoption de nouvelles pratiques et techniques plus résilientes aux aléas climatiques.** Une gestion intégrée de la ressource en eau dans des contextes de rareté pourra permettre de garantir l'accès à l'eau pour usage domestique, agricole et industriel par exemple. Selon les contextes, cela nécessitera l'adoption de nouvelles techniques d'irrigation, par exemple, ou l'utilisation de semences et cultures moins nécessiteuses en eau. La même logique s'applique au secteur de la construction et du logement via l'adoption de matériaux ou design permettant une meilleure résilience à la chaleur ou aux inondations.
3. **Le renforcement de la gouvernance climatique à différentes échelles.** Cette gouvernance devra être établie du niveau local au niveau global, en passant par les organes politiques afin de traiter de manière pertinente et efficace l'ensemble des causes et conséquences du changement climatique. A l'échelle nationale, des cadres législatifs intégrant les enjeux climatiques, les risques de catastrophe et les enjeux de mobilité humaine dans les directives de gestion des ressources pourront être développés et opérationnalisés. L'échelle régionale, capitale elle aussi, devra par exemple être le lieu d'application de mesures d'adaptation transfrontalières en lien avec la mobilité des ressources et des populations.

### → Vue du terrain – Mali :

[Etablissement d'un plan de réduction des risques et catastrophe avec les populations de la commune de Gargando dans le cercle de Goundam, région de Tombouctou](#)

L'Objectif général assigné au Plan de Réduction des Risques de Catastrophes (PRRC) par SI est d'améliorer la résilience des communautés villageoises de Gargando à travers la connaissance des aléas, la prévention des risques, la préparation et la réduction de leurs impacts négatifs sur les principaux secteurs de production à court, moyen et long terme.

Ce plan villageois de réduction des risques des catastrophes fait suite à la conduite d'une Analyse des Vulnérabilités et des Capacités d'Adaptation (AVCA) participative et inclusive permettant l'identification conjointe d'options pour l'augmentation de la résilience climatique.

## Réhabilitation et valorisation des espaces de production à travers le ré-ensemencement des pâturages

SI en collaboration avec les communautés de Gargando, a mené des activités de réensemencement des pâturages à partir d'espèces fourragères sauvages locales (Cram-Cram). Cette action a pour objet l'amélioration de la résilience des populations vivant de l'élevage face à la réduction des surfaces de pâture pour leur bétail. Pour cela, nos équipes soutiennent la production fourragère de pâturages naturels moyennement dégradés par les sécheresses successives et l'amélioration des pratiques de gestion des pâturages adaptées au changement climatique, en vue de protéger les moyens d'existence des éleveurs les plus vulnérables.

## **3.2. RENFORCER LE PLAIDOYER POUR MOBILISER LES ACTEURS FACE A LA CRISE**

Le changement climatique est un problème commun, personne ne peut régler seul ce problème. Une transformation radicale s'impose pour prévenir davantage de souffrances. Une action politique est incontournable pour protéger la vie et les droits des générations actuelles et futures. Le plaidoyer devient donc un outil incontournable pour une lutte efficace contre la crise environnement et climat.

### → Vue du terrain – France :

En France, une partie de la population possède un accès insuffisant à l'eau notamment les personnes vivant dans des habitats précaires, qui se trouvent en situation de grande précarité en eau et précarité sanitaire. Depuis 2020, nos équipes élaborent des solutions de raccordement à l'eau pour toutes et tous, y compris via la desserte directe et hors sol de lieux de vie (campements, bidonvilles et squats). Le suivi et la maintenance de ces dessertes temporaires et hors sol permet de prendre en compte les variations climatiques extrêmes pour assurer la continuité de l'approvisionnement en eau. A cet effet, un plan estival est lancé chaque année, permettant d'assurer un niveau de sensibilisation des populations vivant dans les sites d'habitats précaires sur les risques liés aux fortes chaleurs y compris sur la qualité de l'eau, et le suivi systématique de celle-ci.

En parallèle, **des actions de plaidoyer local et national sont menées pour une évolution des normes juridiques et la mise en œuvre d'une réelle politique publique sur l'accès à l'eau et à l'assainissement** avec pour volonté de garantir durablement le droit à l'eau sur le territoire. La lutte pour l'accès à l'eau de toutes et tous est un combat pour une résilience collective face au changement climatique et ses conséquences sur l'accès à l'eau.

### → Vue du terrain – Irak :

Ces dernières années, SI s'est appliquée, à travers différents projets, à soutenir la société civile et les acteurs locaux du Gouvernorat de Ninive. L'association irakienne **Humat Dijlah** (HD) s'est donné la mission de protéger les eaux du Tigre. Pour cela, elle contribue à promouvoir un accès durable, équitable et juste à l'eau pour toutes et tous, notamment à travers des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer. HD et son **réseau de 400 volontaires bénévoles, mobilisent en particulier des jeunes et des femmes**, lui assurant un ancrage communautaire et lui permettant d'être identifiée auprès des services techniques et des collectivités auprès desquels elle mène des actions de plaidoyer.

Motivées par les préoccupations concernant leur avenir, **plusieurs ONG et campagnes menées par des jeunes ont lancé des projets dans le domaine de la veille et de la sensibilisation**, comme le fait HD avec

ses groupes de volontaires. Conscients de l'urgence de la situation, ces jeunes militants **relaient leurs messages auprès des autorités et demandent le soutien de la communauté internationale.**

L'action des acteurs humanitaires elle-même ne peut pas suffire face à l'ampleur des besoins et la complexité de ses causes. La mobilisation des communautés – à travers des initiatives telles que présentées ici – mais aussi des gouvernements, leaders, décideurs et acteurs privés est indispensable pour un résultat probant face au réchauffement climatique et pour un accès sécurisé et durable à l'eau pour toutes et tous.

Bien des solutions n'ont certainement pas encore été pensées. **L'espace pour l'initiative et l'innovation doit être créé afin d'identifier ensemble les leviers les plus efficaces et rapides permettant de sauver des vies et la poursuite de nos perspectives d'avenir.**

## 4. BIBLIOGRAPHIE

- *Afrique Renouveau*. (s.d.). Récupéré sur [De graves répercussions du réchauffement climatique pour l'Afrique | AfriqueRenouveau \(un.org\)](#)
- *Eau France*. (s.d.). Récupéré sur [Les impacts du changement climatique sur l'eau | EauFrance](#)
- ONU. (2021). Récupéré sur <https://news.un.org/fr/story/2021/10/1105532>
- Organisation Mondiale de la Santé. (2023). Récupéré sur [La crise du choléra peut être évitée \(who.int\)](#)
- UNEP. (2019). *Global Environment Outlook 6*.
- World Bank. (2022). *Water Ressource Management*. Récupéré sur World Bank: <https://www.worldbank.org/en/topic/waterresourcesmanagement>
- World Bank Group. (2022). *Région du G5 Sahel : Rapport National sur le Climat et le Développement*.

## 5. ACRONYMES

AVCA : Analyse des vulnérabilités et des capacités d'adaptation

CCDR : Country Climate and Development Reports (Rapport National sur le Climat et le Développement)

EI : Etat Islamique

GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

HD : Humat Dijlah (association Irakienne partenaire)

ONG : Organisation non gouvernementale

OSC : Organisation de la société civile

PRRC : Plan de réduction de risque de catastrophe

SI : Solidarités International

**Solidarités International**

89 rue de Paris  
92110 Clichy

T : +33 (0)1 80 21 05 05  
F : +33 (0)1 80 21 05 99  
[info@solidarites.org](mailto:info@solidarites.org)